

## **C'est la rentrée sociale ! Une rupture profonde s'impose ! Réunions et AG partout pour décider des actions et de la grève notamment le 17 septembre.**

Cette rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salarié.e.s qui ont été particulièrement exposé.e.s pendant le confinement, sont les premiers à payer les velléités d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations. Pendant ce temps, le versement de dividendes est maintenu pour les actionnaires et le patronat exige de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts.

Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels ! Le protocole sanitaire du ministre Blanquer est illisible, sans cesse remis en cause et renvoie systématiquement à une gestion locale. **Nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble des collégiens, lycéens et étudiants, personnels.** Il en va de même pour l'ensemble de la population.

L'heure est à la réduction du temps de travail sans perte de salaire, au développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique. **Il est urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux.** Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation.

La période a également confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le Gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...). L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire, de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite.

**La situation impose donc des mesures de transformation profonde** en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. Un énième «plan de relance» qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique.

Dans l'éducation, **l'amélioration des conditions de travail est centrale** : baisse des effectifs par classe, rétablissement des RASED, des titulaires remplaçants en nombre suffisant, ce qui passe par **la création massive de postes, la baisse des effectifs par classe, la titularisation des précaires et l'ouverture des listes complémentaires**, retrait du statut de directeur, retrait des contre-réformes successives dans le primaire comme dans le secondaire. De plus, le gouvernement continue d'imposer des évaluations toujours plus déconnectées de la réalité tout au long de la scolarité, nous nous y opposons avec vigueur et soutenons tou.te.s les enseignant.e.s s'y opposant. A cela s'ajoute évidemment une **augmentation des salaires sans contrepartie**. Certains établissements sont déjà en lutte comme à Auterive qui a obtenu l'ouverture d'une classe ou à Villefranche-de-Lauragais. Un rassemblement est aussi organisé entre midi et deux heures devant le rectorat le 10 septembre, jour du CT.

**Un Grenelle de l'éducation est annoncé par le ministre, imposons nos choix !**

**C'est pourquoi, les organisations syndicales départementales CGT Educ'action, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNFOLC-FO, SNUDI-FO et SUD éducation appellent les personnels à se réunir en heure d'infos syndicales, en assemblées générales pour discuter, établir les revendications décider des actions et en décidant de la grève notamment lors de la journée interprofessionnelle du 17 septembre, de la participation à la manifestation à 10h Place Arnaud Bernard.**

